

DEBAT SUR L'AFGHANISTAN

Conformément à la position qu'il a défendu ce matin au sein du groupe SRC, Manuel VALLS s'abstiendra à l'issue du débat sur l'engagement des troupes françaises en Afghanistan.

Intervention de Manuel VALLS : « Pourquoi je ne peux pas voter NON »

Réunion du groupe SRC – Lundi 22 septembre 2008

Remarques préalables sur le débat relatif à l'Afghanistan :

→ Sujet grave et sérieux marqué par la mort et les blessures de nos soldats et aussi de nos alliés, mais qui va au-delà : **nous sommes au coeur de nos responsabilités et il s'agit de la France.**

→ S'il a répondu à notre courrier qui formulait nos exigences, le Président de la République n'a pas reçu les dirigeants des différents partis politiques comme cela devrait être le cas dans une **démocratie véritablement moderne.**

→ **Le calendrier international n'est pas suffisamment intégré** à notre réflexion (élection présidentielle américaine et présidence française de l'Union européenne, etc.)

1. S'interroger sur le sens de notre intervention en Afghanistan

→ La mort de 10 soldats français en août 08 et la réorientation de la stratégie française en avril 08 (envoi d'un contingent supplémentaire pour renforcer les opérations militaires) obligent chacun à s'interroger sur le but de notre présence en Afghanistan avec **le sens de l'Etat et esprit de responsabilité** (« *si nous étions au pouvoir, que ferions-nous ?* »). En effet :

Si notre mission était claire en 2001, après le terrible choc du 11 septembre... :

- . reconnaissance d'un droit de légitime défense aux Etats-Unis (alliés et amis) par l'ONU
- . démanteler les bases d'Al Qaïda,
- . renverser le régime des talibans,
- . instaurer un nouveau régime représentatif à Kaboul

... le sens de notre engagement s'est brouillé au fil des années... :

- . l'Afghanistan a été relayé au second plan par l'Irak
- . les objectifs initiaux ont été trop partiellement atteints (l'interventionnisme américain est en échec, les forces talibanes se sont reconstituées, l'aide civile a été détournée par la corruption, la culture du pavot s'est considérablement développée, l'autorité du nouveau gouvernement est mal assise...)

... créant les conditions d'un enlèvement dans ce qui est bien une guerre.

2. Défendre les objectifs définis par le groupe socialiste

Je me reconnais dans la lettre signée par Jean-Marc Ayrault et François Hollande et dans les propos extrêmement structurés de Lionel Jospin, sur *France Inter* vendredi dernier, rappelant les dérives depuis 2001 (en 2003 et en 2005)

→ **Les recommandations du groupe socialiste pointent les causes de l'enlèvement et dégagent des solutions à celui-ci :**

- . redéfinir les missions et les moyens militaires (qui peuvent aussi nous amener à envoyer plus de soldats... soyons logiques si nous voulons assumer plus de responsabilités et ne pas dépendre uniquement des américains)
- . établir un calendrier pour nos nouveaux objectifs (sans fixer de délais)
- . créer un répertoire politique et militaire de la coalition rendant compte des résultats obtenus
- . élargir la coalition à d'autres pays
- . relancer le dialogue politique entre Afghans (y compris avec une partie des Talibans)
- . clarifier les relations avec le Pakistan

→ Ces recommandations permettront de

- . renforcer les premières avancées bien fragiles (mise en place d'un régime démocratique, reconstruction des réseaux de santé et d'éducation, relance de l'économie légale...)
- . de lutter contre plusieurs facteurs de pourrissement (mauvaise répartition de l'aide, développement de la corruption, développement des cultures de pavot...)
- . veiller, et c'est très important, à épargner, au maximum, les populations civiles (dégâts considérables des bavures américaines)

Nos objectifs s'appuient sur une idée essentielle : **la lutte contre le terrorisme relève d'abord d'une action globale et multiforme, militaire évidemment, mais d'abord politique** (à la différence de la stratégie américaine).

3. Délier le vote du respect de ces revendications

→ Pour autant, **ces recommandations ne peuvent devenir les conditions de notre approbation de la présence française en Afghanistan**. A la question « l'Assemblée nationale autorise-t-elle la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan ? », à mes yeux, **il est impossible, aujourd'hui, de répondre : NON**.

→ Alors que les talibans cherchent à faire pression sur les opinions publiques occidentales (et je n'ignore pas que les français, dans les enquêtes d'opinion, sont largement favorables au retrait immédiat), **un vote négatif serait inéluctablement interprété comme le début d'un lent processus de désagrégation du front des démocraties**.

→ Il ne s'agit pas d'abdiquer toute raison critique, par réflexe patriotique, sur l'autel de « l'Union sacrée ». En l'espèce, si « Union sacrée » il y a, elle est européenne et non pas nationale (23 pays membres de l'UE sur 25 sont engagés en Afghanistan) ; **elle se fonde aussi sur nos valeurs** (défense de notre conception de la dignité humaine, des droits de l'Homme et de la Femme, etc.) et pas seulement sur un jeu d'alliances.

→ **Nous ne pouvons pas – parce que c'est comme cela que le message serait entendu – nous désolidariser de nos soldats**.

Conclusion

Cet après-midi, il nous faut répondre à une question simple, très ou trop simple. Mais c'est aussi le rôle du Parlement défini désormais par la Constitution.

Je reste donc favorable à une réponse positive.

Mais, en l'espèce, je crois que la bonne solution pourrait être l'abstention. Pour préserver notre unité, pour assumer notre statut de parti de Gouvernement. Mais surtout pour signifier, comme certains d'entre nous le souhaitent, notre désapprobation de la stratégie ou de l'absence de stratégie de Nicolas Sarkozy – son erreur principale a été de décider un renforcement avant d'exiger une redéfinition de notre engagement – sans s'enfermer dans une position qui n'est pas la nôtre (retrait des troupes

françaises) puisque nous restons favorables à l'engagement en Afghanistan.